

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

**RAPPORT D'EXECUTION DU
BUDGET DE L'EXERCICE
2021 AU PREMIER
SEMESTRE**

Kinshasa, Septembre 2021

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES.....	i
LISTE DES TABLEAUX.....	ii
INTRODUCTION	1
I. CONTEXTE D'ELABORATION ET STRUCTURE DE LA LOI DE FINANCES 2021	2
II. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2021 AU PREMIER SEMESTRE.....	5
III. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL 2021 AU PREMIER SEMESTRE	7
3.1. Recettes mobilisées.....	7
3.1.1. Recettes du Budget Général.....	8
3.1.2. Recettes des Budgets annexes	15
3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux	15
3.2. Dépenses exécutées.....	16
3.2.1. Exécution des dépenses par titre	17
3.2.2. Exécution des dépenses par rubrique	18
3.2.3. Budgets annexes.....	29
3.2.4. Comptes spéciaux.....	29
3.3. Solde budgétaire à fin juin 2021	29
3.4. Perspectives à fin décembre 2021	30
3.4.1. Présentation des recettes	30
3.4.2. Présentation des dépenses	31
CONCLUSION	33

LISTE DES ACRONYMES

ARPTC	: Autorité de Régulation de Poste et de Télécommunication
CHAN	: Championnat d'Afrique des Nations
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
BCC	: Banque Centrale du Congo
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DTMF	: Direction du Trésor et des Moyens de Financement
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IGF	: Inspection Générale des Finances
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PGAI	: Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements
PIB	: Produit Intérieur Brut
PTR	: Plan de Trésorerie
RDC	: République Démocratique du Congo
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Structure du Budget du pouvoir central 2021
Tableau 2	Principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques
Tableau 3	Recettes du Budget du pouvoir central au premier semestre 2021
Tableau 4	Recettes des douanes et accises à fin juin 2021
Tableau 5	Recettes des impôts à fin juin 2021
Tableau 6	Recettes DGRAD à fin juin 2021
Tableau 7	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2021
Tableau 8	Recettes extérieures à fin juin 2021
Tableau 9	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2021
Tableau 10	Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2021
Tableau 11	Dépenses du budget général par titre à fin juin 2021
Tableau 12	Dépenses du budget général par rubrique à fin juin 2021
Tableau 13	Charges communes à fin juin 2021
Tableau 14	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2021
Tableau 15	Dette publique et frais financiers à fin juin 2021
Tableau 16	Dépenses de fonctionnement des Institutions au 30 juin 2021
Tableau 17	Dépenses de fonctionnement des ministères au 30 juin 2021
Tableau 18	Dépenses de rémunérations par section à fin juin
Tableau 19	Dépenses d'investissements sur ressources propres par section à fin juin
Tableau 20	Dépenses des charges transférées en provinces à fin juin
Tableau 21	Dépenses de lutte contre la pauvreté au 30 juin 2021 par rubrique

INTRODUCTION

Le présent document retrace l'état de l'exécution de la Loi de finances de l'exercice 2021 au premier semestre. Il dresse la situation de la mobilisation des recettes et de l'exécution des dépenses, tout en dégageant le solde budgétaire.

Il est élaboré conformément aux prescrits de la Loi relative aux finances publiques, en son article 79, et fait partie des documents qui accompagnent le projet de loi de finances de l'année au Parlement.

S'inscrivant dans le cadre de la transparence et de la redevabilité en matière de reporting de la gestion des finances publiques, le présent rapport d'exécution se fonde sur les données à fin juin communiquées par les Administrations Financières, les Etats de Suivi Budgétaire (ESB), la Cellule de Suivi des Programmes et Projets (CSPP) ainsi que la Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI). Il se base également sur les statistiques des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce document est articulé autour de trois (3) points. Le premier point rappelle le contexte d'élaboration et la structure de la Loi de finances de l'exercice 2021, le deuxième décrit le contexte d'exécution de la Loi de finances 2021 au premier semestre et le troisième aborde le niveau d'exécution du Budget du pouvoir central à fin juin 2021, tant en recettes qu'en dépenses, ainsi que le solde qui en découle.

I. CONTEXTE D'ELABORATION ET STRUCTURE DE LA LOI DE FINANCES 2021

1.1. Contexte d'élaboration

La Loi de finances de l'exercice 2021 a été élaborée dans un contexte de la spirale engendrée par la pandémie de COVID-19, survenue en RDC au cours de l'année 2020, et ses conséquences néfastes sur l'activité économique et les finances publiques.

La maîtrise mondiale de cette pandémie au second semestre de l'année en cours, devrait conduire progressivement à la reprise de la croissance au cours de l'année 2021, laquelle devrait impacter positivement l'économie congolaise dans un environnement d'amélioration des cours des matières premières, de bonne tenue des produits miniers et de bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire, en vue de la maîtrise de l'inflation et de l'accroissement des investissements publics.

Les politiques publiques prioritaires retenues dans la Loi de finances 2021 sont focalisées sur l'accélération de la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans le Programme d'action du Gouvernement, en ligne avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Gouvernement en décembre 2019, avec comme axes prioritaires :

- la valorisation du capital humain et le développement social et culturel ;
- le renforcement de la bonne gouvernance, la restauration de l'autorité de l'Etat et la consolidation de la paix ;
- la consolidation de la croissance économique, la diversification et la transformation de l'économie ;
- l'aménagement du territoire, la reconstruction et la modernisation des infrastructures ;
- la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique ainsi que le développement durable et équilibré.

Un accent a été mis, au cours de l'exercice 2021, sur les subventions pour soutenir la relance de l'activité économique après le choc causé par la pandémie, ainsi que sur les dépenses sociales et sécuritaires.

La loi de finances 2021 intègre également la donne liée au rôle que doit jouer la RDC dans le cadre de la présidence de l'Union Africaine ainsi que la poursuite de l'instauration de la démarche de la performance induite par la Loi relative aux finances publiques à travers le budget-programme envisagé à l'horizon 2024.

L'élaboration de la Loi de finances 2021 s'est reposée sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **3,2%** ;
- Déflateur du PIB: **8,7** ;
- Taux d'inflation moyen : **15,1%** ;
- Taux d'inflation fin période : **8,8%** ;
- Taux de change moyen : **2 067,8 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **2 013,4 FC/USD** ;
- PIB nominal : **111 904,00 milliards de FC** ;

1.2. Structure du Budget du Pouvoir Central de l'exercice 2021

La loi de finances de l'exercice 2021 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **14.620,5 milliards de FC**, représentant **13,1%** du PIB et équivalant à **7,1 milliards de USD**. Elle dégage un accroissement de **38,2%** par rapport au Budget rectifié de l'exercice 2020 chiffré à **10.579,1 milliards de FC**.

Ce budget est constitué d'un Budget général de **13.555,2 milliards de FC**, des Budgets annexes de **362,8 milliards de FC** et des Comptes spéciaux de **702,6 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général 2021 comprennent les recettes internes de **9.626,5 milliards de FC** et les recettes extérieures de **3.928,7 milliards de FC**, représentant respectivement **71,0%** et **29,0%** du Budget général.

Les recettes internes arrêtées à **9.626,5 milliards de FC**, sont constituées des recettes courantes d'un import de **9.374,5 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **252,0 milliards de FC**.

Les dépenses projetées pour l'exercice 2021 sont réparties en Budget général, Budgets annexes et Comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du Budget général sont ventilées, par nature économique de la manière suivante :

- Dette publique en capital : **645,0 milliards de FC** ;
- Frais financiers : **269,7 milliards de FC** ;
- Dépenses de personnel : **5.294,6 milliards de FC** ;
- Biens et matériels : **227,4 milliards de FC** ;
- Dépenses de prestations : **557,3 milliards de FC** ;
- Transferts et interventions de l'Etat : **2.289,9 milliards de FC** ;
- Equipements : **3.052,0 milliards de FC** ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière : **1.219,3 milliards de FC**.

Tableau 1 : Structure du budget du Pouvoir central 2021

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2021 (FC)	Structure (%)
I.	RECETTES	14 620 524 180 874	100,0
I.1	BUDGET GENERAL	13 555 177 070 944	92,7
1	RECETTES INTERNES	9 626 518 327 463	65,8
2	RECETTES EXTERIEURES	3 928 658 743 481	26,9
I.2	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	2,5
I.3	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	4,8
II.	DEPENSES	14 620 524 180 874	100,0
II.1	BUDGET GENERAL	13 555 177 070 944	92,7
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	4,4
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	1,8
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 294 555 282 742	36,2
4	BIENS ET MATERIELS	227 375 168 804	1,6
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	557 264 592 700	3,8
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 289 947 298 106	15,7
7	EQUIPEMENTS	3 052 002 833 336	20,9
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	1 219 317 781 718	8,3
II.2	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	2,5
II.3	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	4,8

Source : Loi de finances de l'exercice 2021

II. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2021 AU PREMIER SEMESTRE

Le Budget de l'exercice 2021 s'est exécuté dans un contexte marqué :

- **sur le plan politique**, par l'investiture du Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation dont le Programme articulé en 15 piliers, 62 axes et 342 actions, découle de la vision du Chef de l'Etat visant à faire de la RDC un Pays fort, prospère et solidaire ;
- **sur le plan sanitaire et humanitaire**, par la résurgence de la pandémie de Covid-19 dans sa troisième vague et l'éruption volcanique survenue à Goma le 22 mai 2021 ;
- **sur le plan sécuritaire**, par l'Etat de siège décrété au Nord-Kivu et en Ituri, visant à éradiquer complètement tous les groupes armés qui sévissent dans cette partie du territoire national ;
- **sur le plan économique**, par la participation de la RDC à la Zone de Libre-Echange Africaine (ZLECAF) et la reprise de l'activité économique qui se caractérise principalement par la stabilité du cadre macroéconomique, attestée par l'amélioration de la croissance et la poursuite des actions liées à la maîtrise de la pandémie de Covid-19 ;
- **sur le plan des finances publiques**, par la restriction des dépenses pendant la période transitoire de la mise en place du nouveau Gouvernement et l'embellie des recettes mobilisées par les administrations financières ainsi que le renforcement du contrôle de gestion des finances publiques.

La situation de l'activité économique est illustrée dans le tableau 2 des principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques ci-dessous :

Tableau 2 : Principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques

Cadrage macroéconomique	2020		2021	
	Actualisé	Fin décembre	Voté	Révisé
Taux de croissance	-1,9%	1,7%	3,2%	4,9%
Déflateur PIB	7,3	7,0	8,7	6,9
Taux d'inflation moyen	9,4%	10,2%	15,1%	10,9%
Taux d'inflation fin période	14,2%	15,76%	8,8%	6,0%
Taux change moyen (FC/USD)	1 751,45	1 851,5	2 067,80	2 006,7
Taux change fin période (FC/USD)	1 829,95	1 971,8	2 013,40	2 041,6
PIB nominal en milliards FC	90 968,40	90 181,05	111 904,00	106 311,04

Source : Données du CPCM Ministère du Plan, mai 2021

III. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL AU PREMIER SEMESTRE 2021

L'exécution du budget au premier semestre 2021 renseigne un niveau des recettes de **6.919,3 milliards de FC** et des dépenses de **6.117,7 milliards de FC**, ce qui dégage un solde positif de **801,6 milliards de FC**.

3.1. Recettes mobilisées

Les recettes publiques mobilisées à hauteur de **6.919,3 milliards de FC** renseignent un taux de réalisation de **94,7%** par rapport aux assignations de la période de **7.310,3 milliards de FC** et sont ventilées comme suit :

- Budget général : **6.299,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,9%** par rapport à la prévision linéaire de **6.777,6 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **198,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **109,6 %**, par rapport à la prévision linéaire de **181,4 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **421,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **120,0%**, par rapport à une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**.

Le tableau 3 ci-après indique les niveaux de réalisation des recettes par grande nature.

Tableau 3 : Recettes du Budget du Pouvoir central au premier semestre 2021

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2021			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	BUDGET GENERAL	13 555 177 070 943	6 777 588 535 471	6 299 079 342 777	92,9
I.1	RECETTES INTERNES	9 626 518 327 462	4 813 259 163 731	5 384 238 277 314	111,9
	RECETTES COURANTES	9 374 518 327 462	4 687 259 163 731	5 384 238 277 314	114,9
A.	RECETTES FISCALES	7 359 115 679 357	3 679 557 839 678	4 323 298 541 079	117,5
	DGI / HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	4 752 389 126 601	2 376 194 563 300	3 020 062 544 731	127,1
	DGDA	2 606 726 552 756	1 303 363 276 378	1 303 235 996 348	100,0
B.	RECETTES NON FISCALES	1 697 194 757 740	848 597 378 870	872 981 049 730	102,9
	DGRAD Hors Pétroliers	1 697 194 757 740	848 597 378 870	872 981 049 730	102,9
	<i>Recettes administratives</i>	756 074 078 297	378 037 039 149	288 995 190 224	76,4
	<i>Recettes judiciaires</i>	81 596 991 496	40 798 495 748	17 075 961 461	41,9
	<i>Recettes domaniales</i>	823 419 331 692	411 709 665 846	556 444 036 899	135,2
	<i>Recettes de participations</i>	36 104 356 255	18 052 178 128	10 465 861 145	58,0
C.	PETROLIERS PRODUCTEURS	318 207 890 365	159 103 945 183	187 958 686 505	118,1
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	252 000 000 000	126 000 000 000	0	0,0
I.2	RECETTES EXTERIEURES	3 928 658 743 481	1 964 329 371 741	914 841 065 463	46,6
II.	BUDGET ANNEXES	362 790 025 104	181 395 012 552	198 819 663 244	109,6
III.	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	351 278 542 413	421 447 817 051	120,0
	TOTAL RECETTES	14 620 524 180 873	7 310 262 090 436	6 919 346 823 072	94,7

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juillet 2021

3.1.1. Recettes du Budget Général

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2021 sont constituées des recettes internes de l'ordre de **5.384,2 milliards de FC** et des recettes extérieures de **914,8 milliards de FC**.

3.1.1.1. Recettes internes du Budget

Les recettes internes mobilisées à fin juin 2021 ont affiché un taux de réalisation de **111,9%** par rapport à leurs assignations de la période de **4.813,3 milliards de FC**. Elles sont constituées uniquement des recettes courantes.

Ces recettes courantes renseignent un taux de réalisation de **114,9%** au regard de leurs assignations linéaires fixées à **4.687,3 milliards FC** et comprennent les recettes des douanes et accises, les recettes des impôts, les recettes non fiscales ainsi que les recettes des pétroliers producteurs.

a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2021 se chiffrent à **1.303,2 milliards de FC**. Comparées à leurs prévisions linéaires évaluées à **1.303,4 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **100,0%**.

Elles sont constituées de :

- impôts généraux sur les biens et services de l'ordre de **592,2 milliards de FC** contre une prévision de **562,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **105,3%** ;
- droits d'accises : **330,8 milliards de FC** contre une prévision de la période de **403,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **82,0%** ;
- droits de douanes et autres droits à l'importation: **374,0 milliards de FC** contre une prévision de la période de **296,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **162,2%** ;
- taxes à l'exportation : **5,6 milliards de FC** contre une prévision de **4,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **114,3%** ;
- amendes et pénalités : **0,5 milliard de FC** contre une prévision de la période de **36,0 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **1,6%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2021			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
1.	Impôts généraux sur les biens et services	1 125 034 975 112	562 517 487 556	592 187 877 411	105,3
2.	Droits d'accises	806 864 863 321	403 432 431 660	330 835 575 759	82,0
3.	Droits de douane et autres droits à l'importation	592 970 431 467	296 485 215 734	374 033 249 976	126,2
4.	Taxes à l'exportation	9 812 133 930	4 906 066 965	5 608 277 883	114,3
5.	Amendes et pénalités	72 044 148 927	36 022 074 464	571 015 318	1,6
TOTAL		2 606 726 552 756	1 303 363 276 378	1 303 235 996 348	100

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juillet 2021

Le niveau des réalisations se justifie notamment par :

- l'accroissement du tonnage et de la valeur des marchandises importées au premier semestre 2021 ;
- la baisse du tonnage et de la valeur des marchandises au taux préférentiel de 2% ;
- la suppression de la compensation entre recettes, prohibée par la Loi de finances de l'année en cours ;
- la reprise de l'activité économique post-covid-19 ;
- le dédouanement au bureau de douane le plus proche, aux fins de contrôle de destination, des marchandises ayant bénéficié d'allègements fiscaux à l'importation ;
- l'interfaçage des systèmes informatiques entre la DGDA et Zambia Revenue Authority ;
- la numérisation des procédures de recouvrement des recettes à travers le système ISYS/Régies.

b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2021 se chiffrent à **3.020,1 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **2.376,2 milliards de FC**, elles accusent un taux de réalisation de **127,1%**.

Elles sont ventilées comme suit :

- impôts professionnels sur les rémunérations : **759,1 milliards de FC** contre une prévision de **751,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **101,0%**;
- impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers : **1.396,1 milliards de FC** contre une prévision de **758,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **184,1%** ;
- impôts et taxes sur les biens et services : **803,8 milliards de FC** contre une prévision de **840,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **95,6%**;
- autres recettes : **61,1 milliards de FC** contre une prévision de **25,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **240,3%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Recettes des impôts à fin juin 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2021				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	STRUCT
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	1 503 026 769 408	751 513 384 704	759 106 362 849	101,01	25,14
II	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	1 516 598 468 213	758 299 234 107	1 396 103 171 018	184,11	46,23
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	1 681 922 935 602	840 961 467 801	803 759 969 488	95,58	26,61
IV.	AUTRES RECETTES	50 840 953 377	25 420 476 689	61 093 041 375	240,33	2,02
TOTAL DGI HORS PETROLIERS		4 752 389 126 600	2 376 194 563 300	3 020 062 544 730	127,10	100,00

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juillet 2021

D'une manière générale, le bon comportement de recettes des impôts se justifie par l'encadrement efficace des échéances de paiement pour :

- l'IERE, l'impact du code minier dont le taux d'imposition passe de 12 à 25% ;
- l'IBP des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production, les paiements effectués par TFM, KCC, KIBALI GOLD MINING ;
- l'IBP sur les prestations de services des non-résidents, au paiement de MUTANDA ET KCC à hauteur de 104 milliards de FC ;
- l'IBP sur les revenus des capitaux mobiliers, le paiement de VODACOM à hauteur 120 milliards de FC ;
- l'effort de service dû aux missions de contrôle fiscal.

Toutefois, le service rencontre quelques difficultés dans la perception de certains impôts notamment :

- le recouvrement des recettes sur l'IPR des institutions politiques, des cabinets politiques nationaux et provinciaux ;
- les IPR des autres fonctionnaires et agents publics (*budgets annexes et comptes spéciaux*) ;
- les IBP des micros entreprises en lieu et place de la patente collectée par la DGRK.
- le captage de la production réelle des produits pétroliers suite à la non accessibilité aux terminaux de production pétrolière en haute mer ;
- la perception de l'IPR auprès des agences d'exécution ;
- le suivi de la retenue et du reversement de l'IPR des engagés locaux des Ambassades et missions diplomatiques ;
- l'implémentation des dispositifs électroniques fiscaux.

c. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD réalisées à fin juin 2021 se situent à **872,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **848,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **102,9%**.

Elles proviennent des recettes administratives (**76,4%**), des recettes judiciaires (**41,9%**), des recettes domaniales (**135,2%**) et des recettes de participation (**58,0%**).

Tableau 6 : Recettes DGRAD à fin juin 2021

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2021			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	756 074 078 297	378 037 039 149	288 995 190 224	76,4
1	AFFAIRES ETRANGERES	20 737 759 420	10 368 879 710	9 407 514 277	90,7
2	INTERIEUR ET SECURITE	478 841 132	239 420 566	566 279 079	236,5
3	INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	6 650 491 961	3 325 245 981	264 544 551	8,0
4	ECONOMIE NATIONALE	14 322 466 764	7 161 233 382	502 394 038	7,0
5	FINANCES	258 977 604	129 488 802	3 494 149 877	2 698,4
6	BUDGET	415 018 440	207 509 220	18 786 621	9,1
7	PLAN	4 395 482 866	2 197 741 433	48 947 840	2,2
8	SANTE	166 266 589 318	83 133 294 659	44 780 518 777	53,9
9	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	8 470 308 462	4 235 154 231	598 499 844	14,1
10	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	17 047 562	8 523 781	3 383 993	39,7
11	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	897 215 708	448 607 854	309 330 366	69,0
12	AGRICULTURE	24 121 147 200	12 060 573 600	6 817 159 337	56,5
13	INDUSTRIE	11 986 279 983	5 993 139 992	6 207 181 262	103,6
14	COMMERCE EXTERIEUR	55 307 446 600	27 653 723 300	21 528 212 275	77,8
15	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	9 668 694 720	4 834 347 360	878 873 353	18,2
16	TRANSPORTS ET VOIES DE	18 703 894 981	9 351 947 491	4 505 289 683	48,2

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2021			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
	COMMUNICATION				
17	AUTORITE DE REGULATION DES PTT	78 158 640 160	39 079 320 080	64 815 283 575	165,9
18	POSTES, TÉLÉPHONES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	245 837 691 542	122 918 845 771	92 309 584 001	75,1
19	COMMUNICATION ET MEDIAS	1 153 198 040	576 599 020	713 261 373	123,7
20	TOURISME	2 911 452 016	1 455 726 008	413 372 247	28,4
21	CULTURE ET ARTS	794 541 585	397 270 793	988 182 522	248,7
22	SPORTS ET LOISIRS	2 991 902 526	1 495 951 263	980 611 951	65,6
23	EMPLOI ET TRAVAIL	54 319 206 380	27 159 603 190	15 446 788 413	56,9
24	PREVOYANCE SOCIALE	-	-	4 786 000	
25	AFFAIRE SOCIALE	-	-	4 678 778	
26	PECHE ET ELEVAGE	5 963 742 125	2 981 871 063	-	
27	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION (DGM)	21 246 041 202	10 623 020 601	13 387 576 190	126,0
II.	RECETTES JUDICIAIRES	81 596 991 496	40 798 495 748	17 075 961 461	41,9
1	JUSTICE, GARDE DES SCEAUX ET DROITS HUMAINS	1 330 744 168	665 372 084	380 597 784	57,2
2	POLICE NATIONALE	77 021 414 400	38 510 707 200	14 534 156 536	37,7
3	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	3 244 832 928	1 622 416 464	2 161 207 141	133,2
III.	RECETTES DOMANIALES	823 419 331 692	411 709 665 846	556 444 036 899	135,2
1	DEFENSE NATIONALE	2 376 419 171	1 188 209 586	1 088 575 500	91,6
2	URBANISME ET HABITAT	2 602 238 082	1 301 119 041	2 796 004 570	214,9
3	MINES (Secr. Gén.)	661 323 790 743	330 661 895 371	452 236 789 555	136,8
4	HYDROCARBURES	20 853 943 188	10 426 971 594	12 558 362 164	120,4
5	AFFAIRES FONCIÈRES	52 100 347 710	26 050 173 855	24 961 265 299	95,8
6	ENVIRONNEMENT / SECR. GENERAL	84 162 592 799	42 081 296 399	62 803 039 811	149,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	36 104 356 255	18 052 178 128	10 465 861 145	58,0
1	PORTEFEUILLE	36 104 356 255	18 052 178 128	10 465 861 145	58,0
	TOTAL DGRAD Hors Pétroliers	1 697 194 757 740	848 597 378 870	872 981 049 730	102,9

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juillet 2021

La performance des recettes non fiscales réalisée au cours du 1^{er} semestre 2021 s'explique essentiellement par les facteurs suivants :

- Mines : le recouvrement des droits superficiaires par carré, agrément des comptoirs et Acheteurs ;
- Environnement : le recouvrement des TI, TRA et de la taxe de pollution ;
- PT-NTIC : le recouvrement de la Redevance annuelle Faisceaux Herztiens, redevance annuelle sur les fréquences Internet et GSM ;
- ARPTC : le recouvrement des taxes de régulation et de numérotation ;
- Commerce Extérieur : le paiement de la taxe Numéro Import-Export et amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce ;
- Transport et Communication : l'autorisation des transports, Contrôle Techniques, etc. ;
- les effets de la hausse des cours des minerais sur les recettes provenant de la redevance minière ;
- le paiement de la redevance sur le GAZODUC DE cabina GUL OIL dans le secteur des Hydrocarbures ;
- les retombées des missions mixtes de contrôle DGRAD- Mines et DGRAD- Environnement, diligentées en octobre 2020, en provinces ;

- le paiement par les Sociétés minières des notes de perception en souffrance, n'ayant pas l'objet de compensation avec les crédits TVA ;
- l'effort de service.

d. Recettes des pétroliers producteurs

Les recettes des pétroliers producteurs ont été mobilisées à hauteur de **187,9 milliards de FC** au premier semestre, contre une prévision linéaire de **159,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **118,1%**.

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration Financière dans le tableau 7.

Tableau 7 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2021

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2021				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	STRUCT.
I.	DGI	148 504 140 221	74 252 070 111	56 387 393 447	75,9	30,0
II.	DGRAD	169 703 750 145	84 851 875 073	131 571 293 058	155,0	70,0
	Pétroliers producteurs	318 207 890 366	159 103 945 183	187 958 686 505	118,1	100,0

Source : DGI et DGRAD, Juillet 2021

Ces réalisations comprennent les recettes relatives à l'Impôt sur le Bénéfice et Profits (IBP) perçu par la Direction Générale des Impôts à hauteur de **56,4 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales de **131,6 milliards de FC**, constituées de la marge distribuable de **78,1 milliards de FC**, des royalties de **20,1 milliards FC**, des dividendes onshore de **9,7 milliards FC** et des participations offshore de **23,7 milliards FC**.

3.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistré à fin juin 2021 au titre des recettes extérieures se chiffre à **914,8 milliards de FC** contre une prévision de la période de **1.964,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **46,6%**.

Elles se rapportent essentiellement aux :

- Recettes d'appuis budgétaires à hauteur de **225,9 milliards de FC** au titre de dons budgétaires à hauteur de **199,9 milliards de FC** et d'emprunts-programme de **26,0 milliards de FC** ;
- Recettes de financement des investissements de **688,9 milliards de FC**, au titre de dons projets à hauteur de **419,8 milliards de FC** et d'emprunts projets de **269,1 milliards de FC**.

Ces décaissements sont repris dans le tableau 8 ci-dessous :

Tableau 8 : Recettes extérieures à fin juin 2021

Bailleurs / Prog. et Projets	LOI DE FINANCES 2021			
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	1 271 697 000 000	635 848 500 000	225 855 000 000	35,5
DONS BUDGETAIRES	946 018 500 000	473 009 250 000	199 855 000 000	42,3
Banque Mondiale	739 238 500 000	369 619 250 000		0,0
Soutien à l'éducation nationale	325 678 500 000	162 839 250 000		0,0
Autres		0		
ALLOCATION DTS		0		
EMPRUNTS- PROGRAMME	325 678 500 000	162 839 250 000	26 000 000 000	16,0
Banque Mondiale	325 678 500 000	162 839 250 000		0,0
Soutien à l'éducation nationale	325 678 500 000	162 839 250 000		0,0
Autres		0		
Banque Africaine de Développement (BAD)		0		
RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 656 961 743 481	1 328 480 871 741	688 986 065 463	51,9
DONS PROJETS	2 063 750 465 131	1 031 875 232 566	419 894 539 481	40,7
Banque Africaine de Développement (BAD)	285 080 334 965	142 540 167 483	117 840 838 175	82,7
Banque Mondiale (B.M)	1 320 655 307 788	660 327 653 894	302 053 701 306	45,7
Union Européenne	157 216 216 046	78 608 108 023		0,0
EMPRUNTS PROJETS	593 211 278 350	296 605 639 175	269 091 525 982	90,7
Banque Africaine de Développement	133 606 769 355	66 803 384 678	4 711 714 581	7,1
Banque Mondiale	459 604 508 995	229 802 254 498	264 379 811 401	115,0
TOTAL	3 928 658 743 481	1 964 329 371 741	914 841 065 463	46,6

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juillet 2021

Les recettes d'appuis budgétaires, quant à elles, ont été décaissées de la manière suivante :

- au titre d'Emprunts-programmes : le FMI et la BAD ont respectivement décaissé un montant de **4,0 milliards de FC** et **22,0 milliards de FC** ;
- au titre de dons budgétaires : la Banque Mondiale a décaissé un montant de **199,9 milliards de FC** pour le financement de la gratuité de l'enseignement de base.

La ventilation des dons projets par bailleur se présente comme suit :

- Banque Mondiale : **302,1 milliards de FC** ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : **117,8 milliards de FC** ;

Les emprunts projets de **269,1 milliards de FC** ont été financés respectivement par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement à hauteur de **4,7 milliards de FC** et de **264,7 milliards de FC**.

3.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les recettes des Budgets annexes sont constituées essentiellement de recettes propres des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire ainsi que des hôpitaux généraux de référence.

A fin juin 2021, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **198,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **109,6%**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 9 : Recettes des Budgets annexes à fin juin 2021

N°	SECTEUR	LOI DE FINANCES 2021				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	STRUCT (%)	TAUX REAL. (%)
1	ESU / Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur et Universitaire	75 146 544 038	37 573 272 019	41 182 528 586	20,7	109,6
2	SANTE/Hôpitaux généraux de références	287 643 481 066	143 821 740 533	157 637 134 658	79,3	109,6
TOTAL		362 790 025 104	181 395 012 552	198 819 663 244	100,0	109,6

Source : DGPPB, ESU et Santé, juillet 2021

Il ressort de ce tableau que les recettes des Budgets annexes réalisées comprennent **41,2 milliards de FC** pour les universités et instituts supérieurs et **157,6 milliards de FC** pour les hôpitaux généraux de référence.

3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

A fin juin 2021, les recettes de cette catégorie se chiffrent à **421,4 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **351,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **120,0%**.

Ces recettes concernent les Comptes d'affectation spéciale repris dans le tableau 10 ci-après :

Tableau 10 : Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2021

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2021						
		VOTE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN	REALISATIONS A FIN JUIN (PTR)	Tx réal. (%)
1.	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	234 241 326 811	1,6	0,2	89,2	117 120 663 406	118 259 593 001	101,0
2.	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	259 745 857 061	1,8	0,2	-21,7	129 872 928 531	201 043 594 587	154,8
3.	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	65 047 116 202	0,4	0,1	196,7	32 523 558 101	16 691 459 815	51,3
4.	Fonds de Promotion de l'Education	5 828 515 120	0,0	0,0	112,4	2 914 257 560	2 358 740 242	80,9

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2021						
		VOTE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN	REALISATIONS A FIN JUIN (PTR)	Tx réal. (%)
	(FPEN)							
5.	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	20 423 371 651	0,1	0,0	145,9	10 211 685 825	3 760 175 799	36,8
6.	Fonds de Contrepartie	10 021 738 584	0,1	0,0	100,1	5 010 869 292		0,0
7.	Office des Petites et Moyennes Entrerises (OPEC)	600 000 000	0,0	0,0	3,0	300 000 000		0,0
8.	Fonds Forestier National (FFN)	5 773 200 379	0,0	0,0	-31,1	2 886 600 190	3 296 965 682	114,2
9.	Cadastre Minier (CAMI)	23 918 932 047	0,2	0,0	36,6	11 959 466 024	23 884 335 207	199,7
10.	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	16 023 738 423	0,1	0,0	1 744,8	8 011 869 212	4 888 423 198	61,0
11.	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	60 933 288 548	0,4	0,1	11,9	30 466 644 274	47 264 529 519	155,1
	TOTAL	702 557 084 826	4,8	0,6	20,0	351 278 542 413	421 447 817 050	120,0

Source : DGPPB, Comptes Spéciaux, juillet 2021

3.2. Dépenses exécutées

Les dépenses exécutées au premier semestre 2021 se chiffrent à **6.117,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **83,7%**.

Les dépenses du Budget général s'élèvent à **5.497,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **6.777,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **81,1%**.

Quant aux dépenses des Budgets annexes, elles ont été exécutées à hauteur de **198,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **109,6%**, tandis que celles se rapportant aux Comptes spéciaux ont été exécutées à hauteur de **421,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC** dégageant un taux d'exécution de **120,0%**.

Dans l'ensemble, les différentes étapes d'exécution de la dépense globale du Budget général affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement : 6.004,3 milliards de FC**, contre les prévisions linéaires de **6.777,6 milliards de FC**, soit un taux global d'engagement de **88,6%** ;
- **Liquidation : 5.997,6 milliards de FC** dégageant un taux global de fluidité de **99,9%** par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement : 5.785,6 milliards de FC**, renseignant un taux global de fluidité de **96,5%** par rapport aux liquidations ;

- **Transfert : 5.497,5 milliards de FC** indiquant un taux global de fluidité de **95,0%** par rapport aux ordonnancements.

3.2.1. Exécution des dépenses par titre

L'exécution par titre se présente de la manière suivante :

- **Dettes publiques en capital (Titre 1) : 592,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **322,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **183,8%** ;
- **Frais financiers (Titre 2) : 66,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **134,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **49,4%** ;
- **Dépenses de personnel (Titre 3) : 2.614,2 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **2.647,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,8%** ;
- **Biens et matériels (Titre 4) : 107,2 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **113,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **94,3%** ;
- **Dépenses de prestations (Titre 5) : 502,6 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **278,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **180,4%** ;
- **Transferts et interventions de l'Etat (Titre 6) : 846,8 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.144,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,0%** ;
- **Equipements (Titre 7) : 618,1 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.526,0 milliards de FC**, soit une exécution de **40,5%** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (Titre 8) : 149,1 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **609,6 milliards de FC**, soit une exécution de **24,5%**.

Tableau 11 : Dépenses du budget général par titre à fin juin 2021

Code	Titre	Voté	Struc Voté	Prévision Linéaire	Exéc	Tx d'Exéc	Struc Exéc
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	4,8	322 524 302 907	592 739 926 549	183,8	10,8
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	2,0	134 832 753 863	66 663 426 261	49,4	1,2
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 294 495 282 742	39,1	2 647 247 641 371	2 614 222 704 648	98,8	47,6
4	BIENS ET MATERIELS	227 375 168 804	1,7	113 687 584 402	107 206 057 284	94,3	2,0
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	557 324 592 700	4,1	278 662 296 350	502 583 353 684	180,4	9,1
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	2 289 947 298 106	16,9	1 144 973 649 053	846 785 917 830	74,0	15,4

Code	Titre	Voté	Struc Voté	Prévision Linéaire	Exéc	Tx d'Exéc	Struc Exéc
	DE L'ETAT						
7	EQUIPEMENTS	3 052 002 833 336	22,5	1 526 001 416 668	618 149 123 709	40,5	11,2
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 219 317 781 718	9,0	609 658 890 859	149 111 400 652	24,5	2,7
Total Budget général		13 555 177 070 944	100,0	6 777 588 535 472	5 497 461 910 617	81,1	100,0

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

3.2.2. Exécution des dépenses par rubrique

Les détails sur l'exécution du budget du pouvoir central par rubrique sont repris dans le tableau 12 ci-dessous :

Tableau 12 : Dépenses du Budget général par rubrique à fin juin 2021

Nº	Rubrique Budgétaire	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Tx d'Exéc
1	Bourse d'Études	8 221 518 450	4 110 759 225		0,0
2	Charges Communes	172 952 410 324	86 476 205 162	113 004 462 066	130,7
3	Contrepartie des Projets	68 000 000 000	34 000 000 000	17 899 020 000	52,6
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	206 800 000 000	103 400 000 000	20 975 184 161	20,3
5	Dettes Publiques	645 048 605 813	322 524 302 907	592 739 926 549	183,8
6	Financement des Réformes	23 101 700 000	11 550 850 000	1 415 972 418	12,3
7	Fonctionnement des Institutions	589 097 176 560	294 548 588 280	511 660 933 690	173,7
8	Fonctionnement des Ministères	633 300 000 000	316 650 000 000	471 533 382 663	148,9
9	Fonds de Péréquation	343 427 994 581	171 713 997 291		0,0
10	Frais Financiers	269 665 507 725	134 832 753 863	66 663 426 261	49,4
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	124 700 000 000	62 350 000 000	63 380 261 668	101,7
12	Investissements sur Ressources Extérieures	2 656 961 743 481	1 328 480 871 741	688 986 065 463	51,9
13	Investissements sur Ressources Propres	752 218 436 007	376 109 218 004	56 678 953 949	15,1
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	450 712 440 985	225 356 220 493	3 696 484 950	1,6
15	Mise à la Retraite	5 000 000 000	2 500 000 000		0,0
16	Rémunérations	5 193 257 065 188	2 596 628 532 594	2 557 827 312 121	98,5
17	Rétrocession aux Régies Financières	514 294 408 316	257 147 204 158	214 899 622 085	83,6
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	38 301 035 000	19 150 517 500	3 514 159 619	18,4
19	Subventions aux Services Déconcentrés	17 500 000 000	8 750 000 000		0,0
20	Subventions aux Services Ex-BPO	24 000 000 000	12 000 000 000	1 574 619 845	13,1
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	351 000 000 000	175 500 000 000	111 012 123 108	63,3
22	TVA Remboursable	467 617 028 514	233 808 514 257		0,0
Total Budget général		13 555 177 070 944	6 777 588 535 472	5 497 461 910 617	81,1

Source : ESB/DGPPB, Juillet 2021

Il ressort de ce tableau que :

- 1) les dépenses de bourse d'études, de Fonds de Péréquation, de mise à la retraite, de Subventions aux Services déconcentrés ainsi que de la TVA Remboursable n'ont enregistré aucun début d'exécution en la période ;
- 2) la rubrique dépenses de rémunérations a été exécutée à **98,5%** au premier semestre ;
- 3) les charges communes, la dette publique, les dépenses de fonctionnement des institutions et des ministères ainsi que les interventions économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques ont été exécutés en dépassement.

Les dépenses du budget général par rubrique sont détaillées de la manière suivante :

1°. Charges communes

Les dépenses des charges communes ont été exécutées à hauteur de **113,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **86,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **130,7%**. Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 13 ci-dessous :

Tableau 13 : Charges communes à fin juin 2021

Nature		Voté	Prévision Lin	Exéc	Tx d'Exéc
46011	Fournitures et petits matériels	28 806 222 222	14 403 111 111		0,0
46043	Fournitures énergétiques	11 586 146 823	5 793 073 412	6 098 931 919	105,3
56111	Communication et télécommunication	5 382 538 157	2 691 269 079	1 233 038 415	45,8
56112	Location satellite	5 319 701 058	2 659 850 529	657 207 625	24,7
56113	Alimentation en eau	26 560 568 719	13 280 284 360	4 902 782 018	36,9
56114	Alimentation en énergie électrique	26 571 190 594	13 285 595 297	834 083 530	6,3
56141	Location immobilière	8 924 297 698	4 462 148 849	3 302 416 136	74,0
56142	Frais d'hébergement	4 970 721 567	2 485 360 784		0,0
56151	Entretien de matériel et d'équipement	3 097 420 822	1 548 710 411		0,0
56184	Frais d'assurances	3 934 036 454	1 967 018 227		0,0
56187	Commissions bancaires	21 914 539 480	10 957 269 740	85 254 919 453	778,1
66444	Frais médicaux et pharmaceutiques	14 747 989 311	7 373 994 656	7 363 142 854	99,9
66445	Frais funéraires	11 137 037 419	5 568 518 710	3 357 940 117	60,3
Total		172 952 410 324	86 476 205 162	113 004 462 066	130,7

Source : ESB/DGPPB, Juillet 2021

Le dépassement observé dans cette rubrique est justifié par le paiement des commissions bancaires en faveur banques commerciales dans le cadre de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat et paiement des fournitures énergétiques (carburant).

2°. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Au premier semestre 2021, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **20,9 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **103,4 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **20,3%**.

Ce montant a servi à couvrir les dépenses liées aux catastrophes naturelles intervenues sur l'ensemble du territoire national, particulièrement l'éruption volcanique du Nyiragongo.

Le tableau 14 présente la synthèse de ces dépenses.

Tableau 14 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2021

Section		Voté	Prévision Lin	Exéc	Tx d'Exéc
31	BUDGET	65 000 000 000	32 500 000 000	18 521 366 874	57,0
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	51 800 000 000	25 900 000 000	2 453 817 287	9,5
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	90 000 000 000	45 000 000 000		0,0
Total		206 800 000 000	103 400 000 000	20 975 184 161	20,3

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

3°. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2021, le paiement du principal de la dette publique a été effectué à hauteur de **592,7 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **322,5 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **183,8%**.

La dette extérieure a été remboursée à hauteur de **364,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **176,2%** par rapport à la prévision linéaire de **206,9 milliards de FC**. La dette intérieure, quant à elle, a enregistré un taux d'exécution de **197,4%**, découlant d'un décaissement de l'ordre de **228,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **115,5 milliards de FC**.

Quant aux frais financiers, ils ont connu un taux d'exécution **49,4%**, découlant d'un import de **66,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **134,8 milliards de FC**.

Les frais financiers intérieurs ont connu une exécution de l'ordre **13,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **75,3 milliards de FC** soit un taux d'exécution de **18,3%**. Par contre, les frais financiers extérieurs ont été décaissés à hauteur de **52,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **59,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **88,8%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 15.

Tableau 15 : Dette publique et frais financiers à fin juin 2021

Titre	Nature	Crédit Voté	Prév Lin	Exéc	Tx d'Exéc
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	322 524 302 907	592 739 926 549	183,8
	1162 DETTE EXTERIEURE	413 983 272 049	206 991 636 025	364 678 191 645	176,2
	11621 Club de Paris	97 782 932 356	48 891 466 178	283 000 046	0,6
	11622 Club de Londres	12 253 915 317	6 126 957 659		0,0
	11623 Club de Kinshasa	134 461 881 581	67 230 940 791	40 608 791 422	60,4
	11624 Dette Multilatérale	169 484 542 795	84 742 271 398	323 786 400 178	382,1
	1171 DETTE INTERIEURE	231 065 333 764	115 532 666 882	228 061 734 904	197,4
	11711 Dette Sociale	60 599 060 042	30 299 530 021	13 811 300 117	45,6
	11712 Dette Commerciale	85 271 821 021	42 635 910 511	69 030 972 975	161,9
	11713 Dette Financière	85 194 452 701	42 597 226 351	145 219 461 813	340,9
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	134 832 753 863	66 663 426 261	49,4
	2671 INTERETS SUR LA DETTE INTERIEURE	150 648 918 218	75 324 459 109	13 800 899 098	18,3
	26711 Intérêts sur la dette financière intérieure	51 810 320 076	25 905 160 038	13 255 079 462	51,2
	26712 Intérêts moratoires	15 069 901 128	7 534 950 564	545 819 636	7,2
	26713 Intérêts titrisés	83 768 697 014	41 884 348 507		0,0
	2672 INTERETS SUR LA DETTE EXTERIEURE	119 016 589 507	59 508 294 754	52 862 527 163	88,8
	26721 Intérêts sur Club de Paris	18 156 065 061	9 078 032 531	3 461 787 691	38,1
	26722 Intérêts sur Club de Londres	9 663 502 566	4 831 751 283	15 295 762 366	316,6
	26723 Intérêts sur Club de Kinshasa	54 289 610 937	27 144 805 469	7 706 052 130	28,4
	26724 Intérêts sur la dette multilatérale	36 907 410 943	18 453 705 472	26 398 924 976	143,1
	Total	914 714 113 538	457 357 056 769	659 403 352 810	144,2

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

4°. Fonctionnement des Institutions

Les dépenses de fonctionnement des Institutions ont été exécutées à **173,7%**, soit **511,7 milliards de FC** contre **294,5 milliards de FC** prévues pour le premier semestre.

Ces dépenses concernent notamment le fonds spécial d'intervention pour les opérations de neutralisation des groupes armés et apparentés, le réengagement du paiement en faveur de l'IGF au titre de transfert de **10%** de l'ensemble des rétrocessions payées aux Administrations financières du pouvoir central, l'achat des titres de voyage, des fournitures et petits matériels de bureau et autres frais connexes, ainsi que le paiement relatif aux frais secrets de recherche pour les besoins urgents des services.

Le tableau 16 décrit les dépenses de fonctionnement relatives aux Institutions.

Tableau 16 : Dépenses de fonctionnement des Institutions à fin juin 2021

	Section	Voté	Prév Lin	Exéc	Tx d'Exéc
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	125 166 862 906	62 583 431 453	249 349 962 467	398,4
11	PRIMATURE	32 952 510 252	16 476 255 126	30 620 945 778	185,8
12	VICE-PRIMATURES	5 634 953 040	2 817 476 520		0,0
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	17 793 965 078	8 896 982 539	1 335 633 782	15,0
16	ASSEMBLEE NATIONALE	194 346 532 901	97 173 266 451	129 273 449 791	133,0
17	SÉNAT	72 315 979 011	36 157 989 506	59 915 688 506	165,7
20	POUVOIR JUDICIAIRE	67 845 281 220	33 922 640 610	13 304 081 312	39,2
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	43 379 206 348	21 689 603 174	25 112 573 611	115,8
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	2 471 747 652	1 235 873 826		0,0
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	11 542 151 191	5 771 075 596	1 000 000 000	17,3
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	3 606 922 247	1 803 461 124	1 710 598 443	94,9
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	4 135 937 510	2 067 968 755		0,0
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	4 087 845 214	2 043 922 607	38 000 000	1,9
85	COUR DES COMPTES	3 047 805 245	1 523 902 623		0,0
93	OPPOSITION POLITIQUE	769 476 745	384 738 373		0,0
	Total	589 097 176 560	294 548 588 280	511 660 933 690	173,7

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

5°. Fonctionnement des Ministères

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **471,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **316,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **148,9%**.

Ces dépenses sont essentiellement liées :

- au fonctionnement courant des différents départements de l'Etat au sein du Gouvernement ;
- au paiement du fonds spécial d'intervention en faveur des 405 postes frontaliers de la Direction Générale de Migration ;

- à l'approvisionnement des prisons centrales, camps de détentions et autres prisons de Kinshasa ainsi que celles de l'intérieur du pays en produits alimentaires, carburant, etc.

Le paiement des frais de fonctionnement des ministères au premier semestre 2021 est repris au tableau 17 ci-après.

Tableau 17 : Dépenses de fonctionnement des ministères au 30 juin 2021

	Section	Voté	Prév Lin	Exéc	Tx d'Exéc
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	13 281 841 932	6 640 920 966	27 334 523 460	411,6
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	7 755 414 403	3 877 707 202	1 350 913 166	34,8
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	5 533 556 115	2 766 778 058	38 000 000	1,4
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	61 442 357 483	30 721 178 742	34 722 225 573	113,0
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	1 144 177 472	572 088 736	39 658 820	6,9
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	133 173 936 073	66 586 968 037	146 434 915 729	219,9
28	ANCIENS COMBATTANTS	2 854 439 326	1 427 219 663	101 853 372	7,1
29	ÉCONOMIE NATIONALE	3 974 366 247	1 987 183 124	373 175 698	18,8
30	FINANCES	22 015 531 947	11 007 765 974	86 480 051 903	785,6
31	BUDGET	19 623 385 103	9 811 692 551	22 498 868 601	229,3
32	PLAN	10 941 248 923	5 470 624 462	1 451 450 632	26,5
33	RECONSTRUCTION	2 288 354 965	1 144 177 483	38 000 000	3,3
34	JUSTICE	8 547 511 573	4 273 755 787	22 877 783 238	535,3
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	1 559 683 323	779 841 662	38 000 000	4,9
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	2 680 724 448	1 340 362 224	188 000 000	14,0
37	SANTE	53 448 624 239	26 724 312 120	981 280 342	3,7
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	81 108 224 868	40 554 112 434	84 178 716 287	207,6
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	10 190 216 158	5 095 108 079	1 102 799 193	21,6
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	5 355 119 457	2 677 559 729	188 000 000	7,0
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	4 871 512 632	2 435 756 316	9 743 295 735	400,0
43	URBANISME ET HABITAT	3 004 894 135	1 502 447 068	4 217 936 693	280,7
44	AGRICULTURE	30 352 488 045	15 176 244 023	188 000 000	1,2
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	16 094 782 776	8 047 391 388	432 019 152	5,4
46	INDUSTRIE	2 288 354 968	1 144 177 484	245 944 450	21,5
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	3 952 080 638	1 976 040 319	295 255 375	14,9
48	MINES	4 732 951 991	2 366 475 996	248 000 000	10,5
49	HYDROCARBURES	2 663 719 302	1 331 859 651	208 807 310	15,7
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	3 517 920 395	1 758 960 198	2 654 447 087	150,9
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	3 293 293 305	1 646 646 653	248 000 000	15,1
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	3 798 366 337	1 899 183 169	321 739 965	16,9
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	2 306 396 184	1 153 198 092	1 556 625 411	135,0
54	DROITS HUMAINS	3 088 354 959	1 544 177 480	456 313 838	29,6
55	AFFAIRES FONCIERES	2 599 472 207	1 299 736 104	251 853 659	19,4
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	6 061 636 951	3 030 818 476	1 137 345 292	37,5
57	TOURISME	5 253 285 306	2 626 642 653	188 000 000	7,2
58	CULTURE ET ARTS	3 691 250 534	1 845 625 267	188 000 000	10,2
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	4 839 278 012	2 419 639 006	449 981 303	18,6
60	SPORTS ET LOISIRS	10 195 880 670	5 097 940 335	8 309 321 829	163,0
61	FNCTION PUBLIQUE	6 142 640 146	3 071 320 073	4 773 849 307	155,4
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	3 119 366 659	1 559 683 330	1 170 275 902	75,0
63	PREVOYANCE SOCIALE	2 437 336 952	1 218 668 476	38 000 000	3,1
64	AFFAIRES SOCIALES	6 485 301 535	3 242 650 768	618 713 565	19,1
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	4 824 194 847	2 412 097 424	225 661 588	9,4
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	4 346 475 452	2 173 237 726	75 000 000	3,5
69	INTEGRATION REGIONALE	1 972 450 540	986 225 270	307 685 858	31,2

Section		Voté	Prév Lin	Exéc	Tx d'Exéc
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	5 163 694 790	2 581 847 395	113 000 000	4,4
74	PORTEFEUILLE	3 190 316 626	1 595 158 313	388 000 000	24,3
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	13 955 210 614	6 977 605 307	231 772 704	3,3
82	PECHE ET ELEVAGE	9 751 811 083	4 875 905 542	868 782 000	17,8
83	AFFAIRES COUTUMIERES	2 681 807 898	1 340 903 949	38 000 000	2,8
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	2 288 354 960	1 144 177 480	388 000 000	33,9
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANAT	3 416 404 496	1 708 202 248	537 538 624	31,5
Total		633 300 000 000	316 650 000 000	471 533 382 663	148,9

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

6°. Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques

A fin juin 2021, la rubrique interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques renseigne une exécution de **63,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **62,4 milliards de FC**, dégagant ainsi un taux d'exécution de **101,7%**.

Ces interventions concernent notamment :

- les frais relatifs à la prise en charge de la participation de la RDC aux compétitions sportives internationales (CHAN Cameroun 2021, éliminatoires CAN 2022, Léopards handball à la CAN Algérie, 27^{ème} championnat du monde de handball seniors messieurs Egypte 2021) ;
- les différents appuis au programme de lutte contre le phénomène KULUNA ;
- l'organisation de la cérémonie de sortie de la promotion Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA de l'ENA (session 2019-2020).

7°. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin se sont chiffrées à **2.557,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.596,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,5%**. Les détails y relatifs sont consignés dans le tableau 18. Il est à noter que ces rémunérations représentent **46,5%** des dépenses du budget général exécutées et **47,5%** des recettes courantes.

Tableau 18 : Dépenses de rémunérations par section à fin juin

	Section	Voté	Prév Lin	Exéc	Tx d'Exéc
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	174 800 453 472	87 400 226 736	118 721 272 470	135,8
11	PRIMATURE	45 389 427 536	22 694 713 768	20 028 717 761	88,3
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	2 840 932 213	1 420 466 107	1 339 588 233	94,3
16	ASSEMBLEE NATIONALE	155 615 272 871	77 807 636 436	65 583 307 134	84,3
17	SÉNAT	52 045 029 879	26 022 514 940	24 711 049 218	95,0
20	POUVOIR JUDICIAIRE	156 843 136 721	78 421 568 361	74 071 583 476	94,5
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	60 646 696 154	30 323 348 077	35 156 761 582	115,9
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	40 696 933 224	20 348 466 612	20 051 013 440	98,5
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE, REGIONALE ET FRANCOFONIE	6 764 492 085	3 382 246 043	3 355 296 171	99,2
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	5 706 588 548	2 853 294 274	1 554 097 380	54,5
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	490 602 185 639	245 301 092 820	235 895 238 354	96,2
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	457 279 484 082	228 639 742 041	218 068 550 914	95,4
28	ANCIENS COMBATTANTS	264 067 170	132 033 585	131 397 408	99,5
29	ECONOMIE NATIONALE	14 666 550 302	7 333 275 151	6 495 337 251	88,6
30	FINANCES	215 502 749 098	107 751 374 549	107 877 704 269	100,1
31	BUDGET	184 778 125 440	92 389 062 720	82 824 712 401	89,6
32	PLAN	33 151 844 797	16 575 922 399	15 201 542 728	91,7
33	RECONSTRUCTION	387 233 941	193 616 971	192 673 866	99,5
34	JUSTICE	13 598 604 634	6 799 302 317	6 688 627 113	98,4
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	1 014 629 372	507 314 686	451 549 686	89,0
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	5 110 882 349	2 555 441 175	3 083 720 451	120,7
37	SANTE	478 058 309 786	239 029 154 893	232 661 179 326	97,3
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	1 683 273 528 003	841 636 764 002	841 149 641 978	99,9
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	310 541 609 485	155 270 804 743	154 534 429 903	99,5
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	38 956 036 695	19 478 018 348	19 332 225 507	99,3
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	72 398 017 069	36 199 008 535	34 576 170 723	95,5
43	URBANISME ET HABITAT	3 969 811 059	1 984 905 530	1 975 455 108	99,5
44	AGRICULTURE	46 559 323 763	23 279 661 882	23 608 441 509	101,4
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	16 740 710 130	8 370 355 065	7 705 557 792	92,1
46	INDUSTRIE	6 383 877 335	3 191 938 668	2 495 807 052	78,2
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	6 999 114 820	3 499 557 410	3 469 710 321	99,1
48	MINES	5 489 031 537	2 744 515 769	2 734 336 698	99,6
49	HYDROCARBURES	4 544 729 919	2 272 364 960	236 198 121	10,4
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	5 956 203 504	2 978 101 752	2 970 021 588	99,7
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	21 339 494 753	10 669 747 377	8 119 665 435	76,1
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	3 448 865 992	1 724 432 996	1 886 187 975	109,4
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	59 099 030 661	29 549 515 331	29 542 570 821	100,0
54	DROITS HUMAINS	871 505 372	435 752 686	433 665 309	99,5
55	AFFAIRES FONCIERES	6 497 109 227	3 248 554 614	3 222 877 311	99,2
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	11 615 494 596	5 807 747 298	5 604 099 417	96,5
57	TOURISME	5 637 048 937	2 818 524 469	2 680 101 780	95,1
58	CULTURE ET ARTS	17 674 075 318	8 837 037 659	7 892 842 671	89,3
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	11 945 161 149	5 972 580 575	4 144 318 026	69,4
60	SPORTS ET LOISIRS	2 374 092 763	1 187 046 382	1 816 344 701	153,0
61	FONCTION PUBLIQUE	99 082 302 370	49 541 151 185	51 580 469 162	104,1
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	14 231 392 858	7 115 696 429	6 118 224 624	86,0
63	PREVOYANCE SOCIALE	2 455 094 954	1 227 547 477	1 205 526 654	98,2
64	AFFAIRES SOCIALES	32 576 546 058	16 288 273 029	15 488 704 725	95,1
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	6 919 526 116	3 459 763 058	3 181 883 190	92,0
69	INTEGRATION REGIONALE	3 557 401 852	1 778 700 926	1 746 667 767	98,2
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	1 630 877 296	815 438 648	420 740 919	51,6
74	PORTEFEUILLE	3 272 063 199	1 636 031 600	1 568 980 230	95,9
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	2 070 583 596	1 035 291 798	1 035 291 798	100,0
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	24 211 174 539	12 105 587 270	12 105 235 698	100,0
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	10 107 349 836	5 053 674 918	3 504 351 012	69,3
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	3 119 854 113	1 559 927 057	1 106 162 898	70,9
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	3 515 716 093	1 757 858 047	1 687 370 451	96,0
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	4 198 012 771	2 099 006 386	1 921 069 890	91,5
82	PECHE ET ELEVAGE	4 423 045 903	2 211 522 952	210 989 508	9,5
83	AFFAIRES COUTUMIERES	12 300 125 615	6 150 062 808	7 084 173 195	115,2
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	597 038 232	298 519 116	243 710 628	81,6
85	COUR DES COMPTES	13 292 750 496	6 646 375 248	7 148 062 131	107,5
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANAT	13 618 707 891	6 809 353 946	6 194 107 263	91,0
	Total	5 193 257 065 188	2 596 628 532 594	2 557 827 312 121	98,5

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

La politique salariale au premier semestre 2021 se résume sur les actions ci-après :

- la correction des grades, la prise en compte des barèmes et autres indemnités dans les secteurs de l'Education, de la Justice et de la Défense ;
- la prise en compte de 89 nouveaux Inspecteurs de Finances et l'ajustement de leur prime de fonction ;
- le paiement de la rémunération de 370 ex-combattants intégrés au Service National et l'intégration de la paie complémentaire de 34 Généraux ;
- la régularisation des cas non pris en charge lors des mises à jour au quatrième trimestre 2020 ;
- le paiement de la prime de performance de 923 jeunes professionnels de la 4^e vague dans le cadre de la politique de rajeunissement de la Fonction Publique ;
- la régularisation de la situation des médecins dont la rémunération était suspendue à titre conservatoire pour des raisons d'enquête ;
- le paiement de salaires de base pour les agents du Site Touristique de la N'sele ;
- la correction des grades et le déploiement en provinces en faveur du Ministère des Affaires Sociales ;
- le réajustement du taux des émoluments des membres du Parlement tel que prévu par la Loi de finances de l'année en cours.

8°. Investissements sur ressources propres

A fin juin 2021, les fonds décaissés pour exécuter la rubrique des investissements sur ressources propres sont d'une hauteur de **56,7 milliards de FC**, soit **15,1%** par rapport à la prévision linéaire de **376,1 milliards de FC**.

Les détails relatifs aux investissements exécutés sont renseignés dans le tableau n°19 ci-après :

Tableau 19 : Dépenses d'investissements sur ressources propres par section à fin juin

Section	Projet		Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Tx d'Exéc
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE		14 223 688 697	7 111 844 349	5 096 313 826	71,7
	1	Acquisition d'équipement Agro-Sylvo-Pastoraux	570 880 970	285 440 485	2 721 612 324	953,5
	2	Aquisition équipements informatiques	36 590 172	18 295 086	2 374 701 502	12980,0
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS		17 442 136 703	8 721 068 352	10 107 193 000	115,9
	1	Acquisition d'équipements pour le renforcement de la surveillance	103 986 441	51 993 221	10 107 193 000	19439,4
30	FINANCES		4 435 348 005	2 217 674 003	557 461 703	25,1
	1	Acquisition d'équipements de transport	852 833 856	426 416 928	397 022 872	93,1
	2	Réhabilitation et refection d'ouvrages et édifices	200 000 000	100 000 000	160 438 831	160,4
31	BUDGET		24 440 481 452	12 220 240 726	365 935 520	3,0
	1	Acquisition d'une Jeep 4 x 4 pour le Secrétaire Général	100 000 000	50 000 000	365 935 520	731,9
37	SANTE		76 458 549 181	38 229 274 591	201 254 340	0,5
	1	Renforcement en équipements de PCI et WASH	3 410 672 784	1 705 336 392	201 254 340	11,8
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE		189 768 596 956	94 884 298 478	8 501 482 920	9,0
	1	Réhabilitation et refection d'ouvrage	1 629 077 778	814 538 889	8 501 482 920	1043,7
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		23 177 909 403	11 588 954 702	16 037 043 600	138,4
	1	Réhabilitation de la route BOMA-TSHELA	582 537 503	291 268 752	3 031 444 500	1040,8
	2	Réhabilitation Pont KISANGANI I	400 000 000	200 000 000	6 079 118 000	3039,6
	3	Réunification routière	8 969 110 370	4 484 555 185	6 926 481 100	154,5
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE		25 366 395 861	12 683 197 931	500 000 000	3,9
	1	Mise en place de l'Agence Nationale de Service Energétique Rural	3 000 000 000	1 500 000 000	500 000 000	33,3
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION		88 183 156 400	44 091 578 200	9 231 259 805	20,9
	1	Acquisition de 200 Bus pour appuyer le Programme Esprit de Vie	445 972 279	222 986 140	9 231 259 805	4139,8
60	SPORTS ET LOISIRS		733 738 987	366 869 494	5 622 325 206	1532,5
	1	Acquisition des véhicules terrestres	121 398 239	60 699 120	1 844 474 294	3038,7
	2	Couverture terrain Handball	158 845 152	79 422 576	3 777 850 912	4756,6
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANAT		13 608 683 496	6 804 341 748	458 684 029	6,7
	1	Implantation des incubateurs des entreprises	4 514 824 649	2 257 412 325	458 684 029	20,3
Total			752 218 436 007	376 109 218 004	56 678 953 949	15,1

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

9°. Charges transférées en provinces

Les charges transférées en provinces ont été exécutées à hauteur de **93,0%** à fin juin 2021, chiffrées à **1.176,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.265,2 milliards de FC**.

Les détails y relatifs sont renseignés dans le tableau n°20 ci-après :

Tableau 20 : Dépenses des charges transférées en provinces à fin juin

N°	Rubriques	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Tx d'Exéc
1	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	450 712 440 985	225 356 220 493	3 696 484 950	1,6
2	Rémunérations	1 728 633 733 196	864 316 866 598	1 062 096 493 206	122,9
3	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	351 000 000 000	175 500 000 000	111 012 123 108	63,3
Total		2 530 346 174 181	1 265 173 087 091	1 176 805 101 264	93,0

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

Il ressort de ce tableau que la rubrique des rémunérations transférées en province a été exécutée en dépassement, soit **122,9%** par rapport à la prévision linéaire de **864,3 milliards de FC**.

Quant aux investissements sur transfert aux provinces et ETD, il est renseigné un taux d'exécution de **1,6%**, soit **3.696,5 millions de FC**.

10°. Dépenses de lutte contre la pauvreté

Les efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté sont perçus à travers les dépenses pro-pauvres.

A fin juin 2021, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **1.602,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.487,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **64,4%**.

Les dépenses pro-pauvres sont détaillées dans le tableau 21 suivant.

Tableau 21 : Dépenses de lutte contre la pauvreté à fin juin 2021 par rubrique

N°	Rubrique	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Exécution	Tx d'Ex éc
1	Charges Communes	92 911 805 308	46 455 902 654	19 760 364 655	42,5
2	Contrepartie des Projets	19 602 139 932	9 801 069 966		0,0
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	51 800 000 000	25 900 000 000	2 453 817 287	9,5
4	Fonctionnement des Institutions	73 064 582 448	36 532 291 224	22 009 406 353	60,2
5	Fonctionnement des Ministères	123 308 351 005	61 654 175 503	14 386 361 167	23,3
6	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	56 305 063 708	28 152 531 854	10 974 801 941	39,0
7	Investissements sur Ressources Extérieures	898 236 563 850	449 118 281 925	177 099 953 299	39,4
8	Investissements sur Ressources Propres	502 881 142 339	251 440 571 170	15 685 570 969	6,2
9	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	416 419 480 474	208 209 740 237	3 333 856 950	1,6
10	Rémunérations	2 717 266 489 846	1 358 633 244 923	1 336 330 718 339	98,4
11	Subventions aux Organismes Auxiliaires	14 225 561 846	7 112 780 923		0,0
12	Subventions aux Services Déconcentrés	2 747 101 413	1 373 550 707		0,0
13	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	2 797 454 755	779 239 002	27,9
Total DLCP		4 974 363 191 679	2 487 181 595 840	1 602 814 089 962	64,4

Source : ESB/DGPPB, juillet 2021

3.2.3. Budgets annexes

A fin juin 2021, les dépenses des Budgets Annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **198,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **109,6%**.

3.2.4. Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **421,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **120,0%**.

3.3. Solde budgétaire à fin juin 2021

A fin juin 2021, le budget du pouvoir central renseigne un solde positif de **801,6 milliards de FC** résultant des recettes mobilisées à hauteur de **6.919,3 milliards de FC** contre les dépenses de l'ordre de **6.117,7 milliards de FC**.

3.4. Perspectives à fin décembre 2021

Les perspectives à fin décembre 2021 présagent un budget exécuté en équilibre à hauteur de **16.621,6 milliards de FC** équivalant à **8,3 milliards de USD**, figurant dans le projet de loi de finances rectificative 2021.

3.4.1. Présentation des recettes

Les recettes probables à fin décembre 2021 se chiffrent à **16.621,6 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes du budget général de l'ordre de **15.331,4 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes de l'ordre de **397,6 milliards de FC** et les recettes des comptes spéciaux de **892,6 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général attendues à fin décembre 2021 sont ventilées de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises : 2.997,7 milliards de FC**, soit un accroissement de **15,0%** par rapport à leur niveau initial de **2.606,7 milliards de FC** ;
- **Recettes des impôts : 5.670,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **19,3%** par rapport à leur niveau initial de **4.752,4 milliards de FC** ;
- **Recettes non fiscales : 1.803,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **6,3%** par rapport à leur niveau initial de **1.697,2 milliards de FC** ;
- **Recettes des Pétroliers producteurs : 264,8 milliards de FC**, soit un taux de régression de **16,8%** par rapport à leur niveau initial de **318,2 milliards de FC** ;
- **Recettes exceptionnelles : 150,0 milliards de FC** contre **250,0 milliards de FC** initialement attendues, soit une régression de **40,5%** ;
- **Recettes extérieures : 4.444,6 milliards de FC**, contre **3.928,7 milliards de FC** initialement attendues. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **1.921,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **51,1%** par rapport au niveau initial de **1.271,7 milliards de FC**. Elles comprennent un don budgétaire de la Banque Mondiale d'un montant de **918,1 milliards de FC** et un emprunt programme au titre de facilité de crédit rapide du FMI estimé à **1.003,4 milliards de FC (500 millions de USD)** ;
- au financement des investissements de **2.523,1 milliards de FC**, soit une régression de **5,0%** comparativement au financement de **2.656,9 milliards de FC** attendu initialement. Ces recettes comprennent les dons projets de **1.576,1 milliards de FC** et les emprunts projets de **947,0 milliards de FC** provenant des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RDC.

Les recettes des Budgets annexes attendues sont évaluées à **397,6 milliards de FC**, soit un accroissement de **9,6%** par rapport à **362,8 milliards de FC** initialement attendu.

Les recettes des Comptes spéciaux sont attendues pour un montant de **892,6 milliards de FC**, soit un accroissement de **27,0%** par rapport aux prévisions initiales de **702,6 milliards de FC**.

3.4.2. Présentation des dépenses

Afin décembre 2021, les dépenses globales à exécuter pourraient atteindre **16.621,6 milliards de FC**, en équilibre avec les recettes correspondantes, à raison de **15.331,4 milliards de FC** pour le Budget général, **397,6 milliards de FC** pour les Budgets annexes et **892,6 milliards de FC** pour les Comptes spéciaux.

La présentation des dépenses probables à fin décembre 2021 se décline par grande rubrique de la manière ci-après :

- Dette publique et frais financiers : **1.040,9 milliards de FC** représentant **6,8%** des dépenses du budget général ;
- Rémunérations : **5.244,3 milliards de FC**, représentant **34,2%** des dépenses du Budget général ;

- Biens, matériels et prestations : **1.872,0 milliards de FC**, représentant **12,2%** des dépenses du Budget général ;
- Transferts et subventions : **1.536,5 milliards de FC**, représentant **10,0%** des dépenses du Budget général ;
- Dépenses d'investissements : **5.327,6 milliards de FC**, représentant **34,7%** des dépenses du Budget général. Elles se déclinent comme suit :
 - Investissements sur ressources propres : **2.804,5 milliards de FC**, représentant **18,3%** des dépenses du Budget général et devant couvrir :
 - ✓ les projets du Gouvernement central chiffrés à **1.071,9 milliards de FC**, soit **7,0%** des dépenses du Budget général ;
 - ✓ la contrepartie des projets d'un montant de **110,0 milliards de FC**, représentant **0,7%** du Budget général ;
 - ✓ les projets des Provinces d'un impact de **1.176,8 milliards de FC**, soit **7,7%** des dépenses du Budget général ;
 - ✓ le fonds de péréquation de **445,8 milliards de FC**, soit **2,9%** des dépenses du Budget général ;
 - Investissements sur ressources extérieures : **2.523,1 milliards de FC**, représentant **16,5%** des dépenses du Budget général ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **310,0 milliards de FC**, représentant **2,0%** des dépenses du Budget général. Cette enveloppe couvre :
 - ✓ la provision pour élections de **150,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la réserve budgétaire de **85,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la réserve pour calamités et sinistres couverts d'un import de **75,0 milliards de FC**.

CONCLUSION

La Loi de finances 2021 concrétise la mise en œuvre du plan de relance prôné par Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, Chef de l'Etat, qui a pour objectif l'atténuation des conséquences économiques et sociales de la crise engendrée par la Covid-19 et la relance de l'activité économique.

L'exécution du budget général au premier semestre 2021 dégage un solde positif de **801,6 milliards de FC**, découlant des recettes de l'ordre de **6.919,3 milliards de FC** et des dépenses de l'ordre de **6.117,7 milliards de FC**.

S'agissant des Budgets annexes, les recettes réalisées au premier semestre 2021 se chiffrent à **198,8 milliards de FC** et ont permis de couvrir totalement les dépenses y relatives. Quant aux Comptes spéciaux, leurs recettes mobilisées à hauteur de **421,4 milliards de FC** ont couvert les dépenses correspondantes.

Toutefois, il y a lieu d'envisager l'ajustement des agrégats budgétaires et la redéfinition de la trajectoire des finances publiques par l'élaboration d'un projet de loi de finances rectificative, afin de prendre en compte les nouvelles directives du Programme d'Actions du Gouvernement investi le 26 avril 2021 par l'Assemblée Nationale ; l'amélioration dans la mobilisation des recettes courantes, observée au premier semestre 2021 et la prise en compte du Programme économique de moyen terme conclu avec le FMI en juillet 2021.

La poursuite des performances observées au premier semestre 2021 devrait permettre au Gouvernement de renforcer l'efficacité de son action, afin de réaliser une croissance économique susceptible d'améliorer les conditions sociales de la population.